



L'Internationaliste

Supplément
au n° 164

« Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV^e Internationale ! C'est le drapeau de votre victoire prochaine ! »

Unité des militants « lutte des classes », pour vaincre !

L'année 2016 a été principalement marquée par l'immense combat mené par les travailleurs et la jeunesse contre la loi « travail » El Khomri, que le gouvernement « socialiste » minoritaire Hollande-Valls a dû imposer, par l'utilisation de cette arme antidémocratique, symbolique de la dictature constitutionnelle de la V^e République que représente l'article 49-3.

Pendant des mois, la mobilisation n'a pas arrêté de s'amplifier. À travers des assemblées générales unitaires et massives dans les boîtes et dans les villes, dans les grèves et manifestations, la classe ouvrière et ses alliés mobilisés ont montré une aspiration profonde à l'unification de leur mouvement et ont cherché constamment les moyens pour aller jusqu'au bout, jusqu'à la grève générale, pour empêcher la parution de la loi et défaire le gouvernement.

Dans son offensive contre les travailleurs et la jeunesse de ce pays, le gouvernement au service de la bourgeoisie a pu compter sur l'appui sans faille de sa confédération, la CFDT, et sur la politique de collaboration de classe des deux principales confédérations syndicales ouvrières (CGT et FO), lesquelles, à travers la multiplication des appels aux journées d'action sans lendemain, en opposition à la grève générale appelée par les travailleurs, ont pu éviter que la lutte de classe ne s'exprime jusqu'au bout.

Ce gouvernement patronal, miné par sa propre crise, a passé tous ses plans à coup de 49-3 (trois pour Macron et un pour El Khomri) afin de satisfaire les diktats de l'Union européenne et du patronat qui exigent équilibre budgétaire, restructurations capitalistes et privatisations.

Cette année 2016 s'achève donc avec la loi El Khomri qui donne les moyens juridiques au patronat pour continuer sa politique de destruction du code du travail..., mais bien malin celui qui peut affirmer aujourd'hui qu'il y parviendra !

Malgré les lois procapitalistes et les trahisons, pendant toute cette année les travailleurs et la jeunesse n'ont pas arrêté de se mobiliser, d'accumuler de l'expérience et d'apprendre, d'abord dans les différentes grèves, manifestations, assemblées... enfin, et surtout, dans les résultats de la lutte contre la loi El Khomri.

Élections et lutte de classe

Nous terminons l'année 2016 en pleine préparation de la prochaine élection présidentielle. Mais le processus de désignation des futurs candidats est encadré au millimètre par la lutte de classe.

En effet, les travailleurs n'ont pas la mémoire courte et feront payer lourdement la note à tous ceux qui ont, de près ou de loin, milité pour la destruction de leurs conquêtes et acquis.

Les lois El Khomri, Macron et les différentes politiques capitalistes appliquées contre les travailleurs pèsent déjà dans la campagne électorale. Les candidats redoutent la sanction que le mouvement ouvrier pourrait leur donner à travers ce miroir déformé de la lutte de classe mais cela ne leur fera en aucun cas changer leur politique capitaliste et impérialiste.

C'est très vrai pour le candidat de la droite qui milite pour une « Blitzkrieg » sociale contre les conquêtes ouvrières et ce le sera aussi pour le candidat du parti « socialiste » qui sortira de la primaire.

Les différences dans le langage et dans l'attitude des candidats ne masquent pas leur unisson pour détruire la sécurité sociale, pour privatiser les retraites ou pour augmenter la durée du temps de travail et baisser les salaires.

Des luttes nombreuses malgré l'absence de direction révolutionnaire

Malgré le passage en force, permis par les confédérations syndicales bureaucratiques, de la loi El Khomri, un nombre important de travailleurs ne s'est

pas résigné. Ainsi, au pic de leur mobilisation, dix-huit organisations appelaient les infirmiers à la grève et à la manifestation le 8 novembre. Depuis la rentrée, les écoles publiques ont été traversées par des mobilisations contre la réforme du collège et pour l'augmentation des moyens.

Pas un jour ne se passe sans que des postiers ne fassent grève quelque part en France pour le respect des conditions de travail. Les agents de nettoyage communaux, les journalistes d'I-Télé, les ouvriers de Dunlop, les agents des impôts, les agents SNCF... en grève !

Depuis la mi-décembre, même les chauffeurs VTC, travailleurs non salariés, sont entrés en conflit avec la plate-forme Uber pour protester contre les prix trop bas de leurs courses. Ce faisant, ils ont jeté un beau pavé dans la mare de l'auto-entrepreneuriat, ce « statut » qu'une partie de la bourgeoisie rêve d'appliquer à tous les salariés.

Dans cette situation de contestation généralisée, B. Cazeneuve a annoncé la couleur pour les prochains mois : augmentation du CICE au profit du patronat et application de la loi « travail », sur fond de renforcement de l'état d'urgence et de répression syndicale. Pour toute réponse, P. Martinez, J.C. Mailly et consorts nous gratifient d'un silence complice.

Si les travailleurs ne veulent plus voir leurs conquêtes disparaître, ils vont devoir mener une bataille sans condition contre la bureaucratie syndicale. Et il est du rôle des militants qui se réclament de la révolution socialiste d'aider à poser les bases organisationnelles de cette bataille.

Il est possible aujourd'hui de reconstruire un courant syndical de lutte de classe sur des axes qui renouent avec les principes d'indépendance de classe et de démocratie ouvrière. Ce courant est nécessaire pour disputer la direction du mouvement ouvrier aux directions bureaucratiques confédérales, pour

permettre aux travailleurs de reprendre en main leurs outils de lutte, et pour donner l'élan qui assurera des victoires contre le capitalisme.

Pour nous, deux axes stratégiques guident notre action : la mobilisation permanente des masses et la construction du parti ouvrier.

L'unification des militants qui se battent dans une tradition de lutte des classes est possible, si tous se disposent à construire collectivement à travers le combat commun et la discussion fraternelle. Les différents politiques, débattus avec franchise, peuvent permettre la convergence de militants et de groupes

militants en les soumettant à l'expérience collective.

Nous y sommes disposés, parce que cette unification est pour nous un impératif pour répondre à l'urgence vitale de la construction d'un parti ouvrier, internationaliste, pour le socialisme.

Unité pour défendre notre protection sociale !

Par Marinette

La porte ouverte par le parti socialiste et son gouvernement avec la loi El Khomri et plus largement toutes les attaques contre nos acquis sociaux, est un boulevard pour aller encore plus loin dans leur démantèlement. Et plus que jamais c'est notre régime de protection sociale qui est dans le collimateur !

En refusant d'appeler à la grève générale jusqu'au retrait de cette loi, les directions des confédérations syndicales ont, quant à elles, laissé le champ libre à ce gouvernement. Mais en dépit de tout, les travailleurs résistent et continuent à se mobiliser.

Ils prétendent tous sauver la sécurité sociale !

À quelques mois des élections présidentielles, chacun prétend vouloir « sauver la sécurité sociale ». Fillon, après avoir carrément envisagé de limiter les remboursements de la sécurité sociale aux « gros risques » pour satisfaire les compagnies d'assurances et les mutuelles et faire payer les travailleurs, « rétropédale » pour mieux nous enfumer. Macron veut supprimer les cotisations chômage et maladie à la charge des salariés et les remplacer par une hausse de 1,5 % de la CSG et fiscaliser ainsi notre régime de santé. La note sera pour les travailleurs et les retraités.

Valls s'offusque des propos de Fillon et ose s'ériger en défenseur de la sécurité sociale alors que son gouvernement prétendument de « gauche », archidisgrédité, a largement débroussaillé le terrain depuis cinq ans.

Quant à la ministre de la Santé, elle déclare, lors de la présentation de son projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 approuvé en lecture définitive à l'Assemblée nationale le 5 décembre : « *L'histoire de ce quinquennat, c'est la fin des déficits sociaux, grâce à des réformes de structure pour mieux répondre aux besoins des Français, et ce sont des droits sociaux nouveaux. La droite avait*

multiplié les franchises et creusé le déficit. Nous aurons sauvé la Sécu. »

À quel prix ?

Au prix des budgets d'austérité qui se poursuivent pour compenser entre autres les 41 milliards d'euros de baisse de cotisations sociales et d'allègements fiscaux offerts aux patrons grâce au pacte de responsabilité et au CICE.

Au prix d'une recette purement financière qui l'emporte sur tout et qui se traduit non seulement avec toujours moins de droits et de remboursements pour les assurés sociaux mais aussi par de nouvelles restructurations de postes, de fermetures de lieux d'accueil du public et de nouvelles dégradations des conditions de travail pour les personnels des hôpitaux, de la sécurité sociale, des CAF (Caisses d'allocations familiales). À tel point que cinq infirmiers se sont suicidés cet été.

Et comme le souligne dans un tract la CGT (Santé et action sociale et Organismes sociaux) : « *faire croire à l'équilibre des comptes de la sécu alors que le déficit est tout simplement reporté sur les établissements hospitaliers et les personnels relève du mensonge éhonté* » !

C'est la suite logique du plan triennal ONDAM (objectif national des dépenses d'assurance maladie) annoncé en février 2015 par la ministre, dont l'objectif était de restructurer le système de santé sur trois ans de 2015 à 2017, avec 10 milliards d'économies à réaliser dont 3,4 milliards en 2016.

C'est la suite logique de la loi « santé » adoptée le 26 janvier 2016, qui met en demeure les hôpitaux de fonctionner avec des regroupements forcés d'établissements au travers des groupements hospitaliers de territoires (GHT). Avec des budgets drastiques qui vont imposer des restructurations entraînant 22 000 suppressions de postes, 16 000 suppressions de lits, sans

compter les remises en cause de RTT, l'augmentation des emplois précaires (20 % de contractuels, voire 50 % dans certaines petites structures), la stagnation des salaires.

La ministre a eu beau s'offusquer des propositions de Fillon sur la sécurité sociale en l'accusant de vouloir « privatiser le système de santé », son gouvernement depuis le début de son mandat n'a eu de cesse « d'équilibrer » les comptes de la sécurité sociale sur le dos des assurés, des patients et des personnels de la sécurité sociale et des hôpitaux.

Une politique qui aboutit au démantèlement de notre protection sociale en ouvrant la voie à sa privatisation, en conformité avec les exigences de l'Union européenne et ses gouvernements.

Le « ras-le-bol » des hospitaliers

Subissant cette situation de plein fouet, les hospitaliers expriment depuis des mois leur « ras-le-bol » dans les hôpitaux où les grèves se multiplient.

De nouvelles attaques contre la sécurité sociale pourraient bien voir déferler un mouvement plus profond pour la défendre.

Mais une fois encore la réponse des directions syndicales n'est pas à la hauteur de ces attaques. C'est une réponse au coup par coup, secteur par secteur. Une réponse qui laisse le champ libre à ce gouvernement. Et comme indiqué dans notre appel commun avec la Commune pour un Pôle Lutte des classes, « **on ne peut aller de l'avant si l'on craint de rompre avec le gouvernement et ses "réformes"**. »

La question de l'unité, du tous ensemble au même moment et jusqu'au bout contre cette politique réactionnaire est toujours posée !

La lutte des classes à l'heure des élections

Par Emeric

Le 8 novembre dernier, le candidat républicain Donald Trump a été désigné président des États-Unis, face à la démocrate Hillary Clinton, après huit années de gouvernement Obama.

Cette victoire, « imprévisible » à en croire les médias, a été largement analysée comme un vote populaire, contestataire, isolationniste et xénophobe, comme ce fut déjà le cas en juin dernier lors du référendum au Royaume-Uni sur le maintien ou non de l'appartenance à l'Union européenne. Partout dans le monde, l'heure serait à la droitisation des votes et la France ne serait pas épargnée, si l'on en croit les « pronostiqueurs professionnels » qui prédisent le triomphe du Front national, ou au moins de son programme, aux élections présidentielles et législatives de 2017.

Pourtant, une analyse sérieuse des faits démontre que la réalité n'est pas aussi tranchée que ce que l'on voudrait nous faire croire.

Une crise économique omniprésente

N'en déplaise aux déclarations optimistes de l'administration fédérale, la situation économique de la population s'est nettement dégradée durant les deux mandats d'Obama.

La violente déflamation survenue en 2007 sur le marché des *subprimes* s'est en effet traduite par l'incapacité de nombreuses familles à régler les échéances de leurs prêts bancaires. Selon les estimations, entre cinq et sept millions de foyers ont ainsi été privés de leur logement. Des quartiers entiers ont été désertés, rasés par les municipalités, alimentant une bulle spéculative immobilière qui menace une nouvelle fois d'éclater.

Dans le même temps, le chômage a progressé, sans pour autant apparaître dans les statistiques gouvernementales. On peut l'observer grâce au taux de participation, c'est-à-dire au nombre de travailleurs et de chômeurs rapporté à la population active en âge de travailler. Celui-ci recule depuis 2008, passant de 66 à 62,5 % aujourd'hui. Au total, plus de neuf millions de personnes ont renoncé à

chercher un emploi, et ne sont de ce fait plus décomptées par l'administration. Le taux de chômage « officiel » de 4,9 % serait donc en réalité au-delà des 10 %.

Ce chiffre est confirmé par la progression du taux de pauvreté qui a retrouvé son niveau du milieu des années soixante. Un exemple : le nombre de bénéficiaires du Food Stamp Program, le programme alimentaire fédéral, frise désormais les 15 % de la population, soit près de 50 millions de personnes.

Le revenu médian n'a toujours pas retrouvé son niveau d'avant-crise et l'accaparement des richesses produites par la bourgeoisie s'est accentué. En 2012, 1 % de la population étasunienne détenait plus de 40 % du patrimoine et 20 % des revenus avant impôts.



Un pays en guerre permanente

Afghanistan, Irak, Syrie, Libye sont autant de borbiers dans lesquels les États-Unis sont empêtrés. Quinze ans après le lancement de la guerre « contre le terrorisme et contre les États voyous », force est de constater que la première puissance militaire mondiale est dans l'incapacité de s'imposer au Proche et au Moyen-Orient.

Pourtant, l'effort financier a été colossal. Depuis 2001, les États-Unis ont dépensé, selon le SIPRI, près de 10 000 milliards de dollars, un montant qui n'est comparable qu'avec les

sommes dépensées durant la Seconde Guerre mondiale.

Cet état de guerre s'est largement transposé sur le territoire intérieur. Depuis 2010, le nombre d'armes à feu en circulation estimé a dépassé le nombre d'habitants : 357 millions contre 317 six ans auparavant. Une récente étude universitaire a pointé le fait que près de la moitié des armes étaient détenues par moins de 3 % de la population, soit 7,7 millions de personnes. Ainsi, depuis 1994, le nombre d'Américains possédant une arme à feu a légèrement diminué mais l'accumulation d'armes par certains s'est accrue. Le bilan est digne d'une guerre civile : le site internet Gun Violence Archive a recensé pour les seules années 2014 et 2015 plus de 100 000 incidents impliquant une arme à feu, ayant provoqué plus de 25 000 morts et plus de 50 000 blessés.

Des primaires révélatrices de la crise

La campagne menée par Donald Trump pour la primaire républicaine comme pour l'élection présidentielle a été arrogante, injurieuse, misogynne et mensongère. L'objectif était de construire l'image d'un candidat hors système, d'un self-made man conforme à l'idée du « rêve américain » de la réussite par le travail. Sa campagne, friande de dénonciation des technocrates de Washington, de la mondialisation et de l'immigration a visé – avec succès – un électorat issu majoritairement des petites villes et des campagnes, frappé par la crise économique, le chômage et l'endettement.

De son côté, la primaire démocrate a été animée par la présence de Bernie Sanders. Celui-ci a défendu un programme revendiqué comme « socialiste », une gageure au pays de l'oncle Sam. Parmi les mesures avancées, il prônait la gratuité de l'enseignement, l'augmentation du salaire horaire minimum à 15 dollars, la taxation des transactions financières et des hauts revenus, l'extension de la sécurité sociale à l'ensemble de la population ou encore le rétablissement de la séparation entre banque de détail et banque d'affaires. Pour garantir son indépendance

financière, sa campagne était uniquement financée par microdons. Ce programme, sans être révolutionnaire, mais social-démocrate, a eu un écho considérable, puisqu'il manquait de peu de l'emporter en obtenant 13,17 millions de voix contre 16,85 pour Hillary Clinton.

Au-delà de la désignation de deux candidats prêts à tout pour défendre la survie du système capitaliste, ces primaires ont démontré qu'un espace politique existait pour défendre un programme politique défendant clairement les intérêts des travailleurs.

Une abstention massive aux élections

Si les résultats définitifs ne seront pas connus avant le printemps 2017, il est d'ores et déjà possible de tirer des enseignements de la campagne qui vient de se dérouler. Hillary Clinton, du parti démocrate, a obtenu 65,2 millions de voix contre 62,7 millions de voix pour Donald Trump. Par rapport à l'élection présidentielle de 2008, le parti démocrate perd 700 000 voix, tandis que le parti républicain en amasse 1,2 million de plus. Les petits candidats représentent quant à eux 2,2 millions de voix.

Si Hillary Clinton emporte les suffrages du vote populaire, elle n'obtient que 232 grands électeurs, contre 306 pour Donald Trump. En effet, aux États-Unis, le scrutin à l'élection présidentielle est indirect. La population n'élit pas directement le ou la candidate mais s'exprime en faveur d'un grand électeur. Chacun des cinquante États élit un nombre de « grands électeurs » égal au nombre de ses élus à la Chambre des représentants et au Sénat, soit un total de 538. Dans 48 des 50 États, le mode de scrutin donne toutes les voix de l'État au candidat arrivé le premier, selon le principe du « the-winner-takes-all » (le vainqueur emporte tout.), ce qui explique qu'un président élu peut ne pas être le candidat ayant recueilli le plus de suffrages populaires, comme cela est le cas avec l'élection de Donald Trump.

Au total, 135,6 millions de suffrages ont été exprimés, sur un total de 251,1 millions de personnes en âge de

voter. L'abstention dépasse donc les 45 %, soit plus de 115 millions de personnes.

Parmi eux, l'association The Sentencing Project dénombre plus de 6 millions de citoyens qui ont été privés de leurs droits civiques après une condamnation pénale. Ils étaient un peu plus d'un million en 1976. En Floride, célèbre pour avoir fait basculer les élections présidentielles de 2000, près d'un quart des Afro-Américains n'ont pas le droit de voter.

Au final, Donald Trump n'a obtenu qu'une voix sur quatre, ce qui est bien loin d'un raz-de-marée électoral.



La montée de la lutte des classes

D'autant plus que son programme politique risque fort de se heurter, d'une part aux accords qu'il a dû nouer avec l'appareil du parti républicain pour obtenir son investiture, d'autre part à la réalité de la lutte des classes aux États-Unis.

La désignation des membres de son futur gouvernement a d'ores et déjà dû doucher la frange de son électorat qui espérait le voir lutter contre l'« establishment ». Club de milliardaires, il compte notamment Steven Mnuchin, un ex-banquier comme ministre des Finances, Wilbur Ross, également ex-banquier au

ministère du Commerce et de l'Industrie ou encore Betsy DeVos, fervente militante de l'éducation religieuse au ministère de l'Éducation.

Loin d'être un président de rupture, il incarne une aile dure de la bourgeoisie, conservatrice, nationaliste, sécuritaire et raciste dont nous retrouvons le visage également en Europe. En matière économique, son programme prévoit ainsi une baisse de l'impôt sur les sociétés, un « allègement » de la réglementation des entreprises en matière sociale et environnementale, une réduction des effectifs et des dépenses publiques, la remise en cause des accords commerciaux de libre-échange et une hausse des dépenses dans les infrastructures.

Ce durcissement de la bourgeoisie est une réponse franche à la montée de la lutte des classes autour de trois pôles : les mobilisations pour la défense de l'environnement, contre le projet de pipeline Keystone XL ou l'extraction des pétroles de schiste, les luttes pour la défense des droits civiques, avec le combat du Black Lives Matter et l'offensive menée sur le terrain syndical, avec les grèves pour l'obtention du salaire minimum horaire à quinze dollars ou encore la grève historique chez l'opérateur téléphonique Verizon Communications en septembre dernier.

Les actions spontanées de plusieurs dizaines de milliers de personnes, en majorité des jeunes, dans de nombreuses villes aux cris de « Not our president » (Pas notre président), les 4,7 millions de signatures obtenues par la pétition sur change.org appelant les grands électeurs à ne pas voter Donald Trump mais Hillary Clinton en disent long sur la situation : l'eau bout dans la marmite.

L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste (GSI) publié par l'association loi 1901 APIDO

Courriel : contact@gsiqi.org - Site web : <http://www.gsiqi.org/> Clôture rédactionnelle le 24 décembre 2016

Directeur de la publication : Grégory Marchand Correction orthographique et typographique : Clémence Boisson

Dépôt légal à la parution - ISSN n°2268-0705 / Imprimé par COREP - 89 rue de Tolbiac 75013 PARIS - France